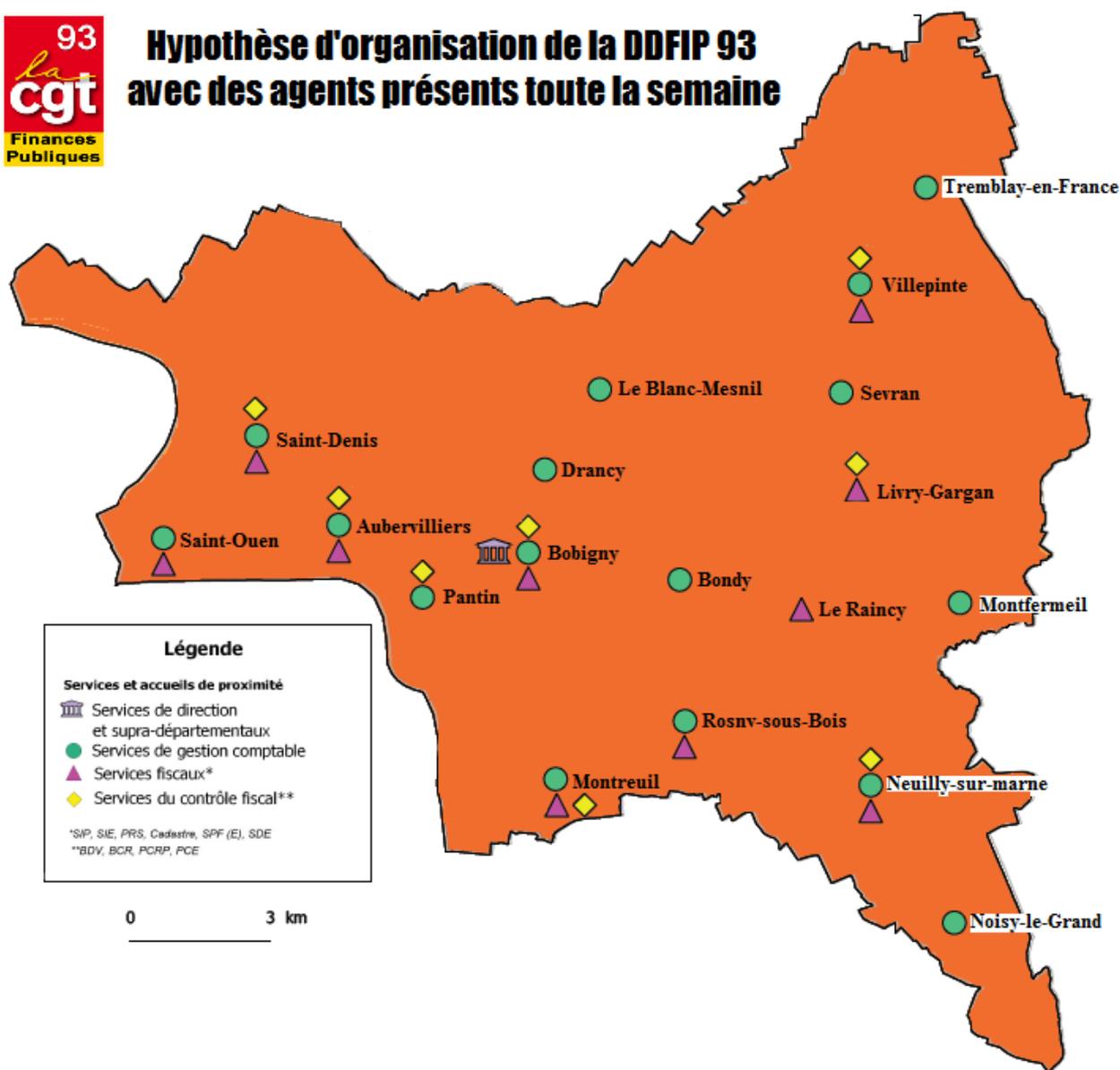


Hypothèse d'organisation de la DDFIP 93 avec des agents présents toute la semaine



La brindille qui cache la forêt : si la carte de la géographie revisitée pour le 93 semblait obscure, les orientations sont claires :

La recette des Finances va fermer.

La Trésorerie impôts de Bondy et le SIP de Noisy-le-Sec déménagent à Rosny-sous-Bois.

Transfert de la partie recouvrement de la Trésorerie mixte de Noisy-le-Grand vers le SIP de Neuilly-sur-Marne.

Fusion du SIP du Blanc-Mesnil et SIP d'Aulnay-sous-Bois qui sont à Villepinte.

Le SIP de Pantin ferme et déménage à Bobigny.

Le SIE de Noisy-le-Sec sera basé à Bobigny.

Le SIE de Pantin bouge à Aubervilliers.

Le SIE du Raincy se déplace à Neuilly-sur-marne.

Le SIE de Livry-gargan et celui d'Aulnay-sous-bois sont transférés à Villepinte.

Le SIE de Saint-Ouen atterrira à Saint-Denis.

Pour les PCE, il faut savoir qu'en cas de déménagement du SIE de rattachement, ils devraient suivre le mouvement.

Trésorerie de Saint-Denis CH absorbe l'activité hospitalière de celle de Garges-lès-Gonesse (95).
Fusion/fermeture des trésoreries de Livry-Gargan, du Raincy et de la partie SPL de Montfermeil pour créer un service de gestion comptable à Noisy-le-Grand.

Fusion/fermeture des trésoreries d'Epinay-sur-Seine et de Stains pour créer un service de gestion comptable à Aubervilliers.

A savoir, que désormais **pour les SPL, il y aura dissociation des missions** entre : la gestion des comptes, l'accueil du public et le conseil aux élus. D'ailleurs ces derniers points sont absents de notre carte, car seul un cadre supérieur effectuera cette mission.

Cette réunion était aussi le moment pour annoncer la concertation jusqu'en octobre 2019, visant à organiser la mise, autrement dit deux choix d'aménagement des restructurations. Le premier : émettre un souhait concernant la date à laquelle va se faire la restructuration (2021, 2022, voir soyons fou 2024!). Le deuxième : la Direction nous propose d'écouter nos revendications pour choisir entre deux sites, lequel absorbera l'autre, du point de vue de l'implantation... Si vous aviez encore un doute sur la valeur de cette négociation, sachez qu'en définitive, c'est l'arbitrage du Ministre qui prime. C'est pourquoi, nous ne cautionnerons pas cette mascarade de dialogue social en participant à ces « concertations ».

Concernant les fameux accueils de proximité, véritable fer de lance de la nouvelle Fonction Publique claironnée par le gouvernement, nous n'avons pas ou peu d'informations. Une seule chose de sûr, cela ne sera pas une structure DGFIP, ce qui explique son absence sur notre carte prévisionnelle. La piste la plus évoquée serait une Maison France Service (Mai.F.S... acronyme évocateur), où les agents viendraient de manière variable, en fonction des rendez-vous programmés.

Ces mesures concernent 302 emplois, soit 16 % des 1871 emplois de notre Direction. Pour autant, si nous avons ces chiffres, ceux des suppressions d'emplois, qui sont l'enjeu de ces restructurations, ne nous sont pas communiqués, pas même évoqués. Vu le travail de purge effectué depuis 2018, ces suppressions devraient doubler en rythme annuel pour les trois années à venir : objectif 2022 !

Après ces annonces glaçantes, surtout si on les regarde sous l'angle national, il est plus que temps de réagir. Le gouvernement ne compte pas s'arrêter, le réseau vient d'être explosé, la loi de transformation de la Fonction Publique est au programme de cet été avec la fin de nos statuts et la réforme des régimes spéciaux de retraite se profile... Nous sommes tous concernés, personne ne passera éternellement entre les gouttes, c'est pourquoi la mobilisation viendra de chacun, la CGT Finances Publiques 93 apportera un appui au collectif puisque nous sommes tous des collègues menacés par les mêmes réformes.